

CONVENTION ENTRE LA COMMUNE DES ARCS SUR ARGENS ET TE83 VAR - SYMIELEC CONCERNANT LES PRESTATIONS DE MAINTENANCE DES RESEAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC

Préambule

La présente convention **fixe** les relations financières et techniques relatives à l'exercice de la compétence « maintenance éclairage public » entre la commune des ARCS SUR ARGENS et TE83. La commune des ARCS SUR ARGENS a délibéré en date du ;

Remarque terminologie : « Membre » renvoie à une commune ou un établissement public adhérent de TE83.

1 GENERALITES

La compétence optionnelle « maintenance éclairage public » est décrite à l'article 3.3 des statuts de TE83.

1.1 TRANSFERT - REPRISE DE LA COMPETENCE

S'agissant d'une compétence optionnelle, son exercice par TE83 au profit d'un de ses membres, ne peut se faire qu'après délibération explicite de celui-ci.

Les installations d'éclairage public existantes au moment du transfert de compétence restent la propriété de la commune. Elles sont mises à disposition de TE83. La mise à disposition est constatée par un procès verbal entre le membre et TE83. Les installations créées par TE83 sont inscrites à l'actif du syndicat durant l'exercice de cette compétence et remises gratuitement au membre en cas de reprise de la compétence, sous réserve des dispositions de l'article 10 des statuts de TE83 à savoir :

- la compétence transférée ne peut être reprise avant 3 ans,
- la reprise de compétence prend effet au plus tôt au premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle la délibération du conseil municipal ou du comité syndical du SIE portant reprise de la compétence est devenue exécutoire et au plus tard à compter de la date indiquée dans la délibération de la collectivité qui transfère,
- dans l'éventualité de la souscription d'emprunts par TE83 pour cette compétence, le membre rembourse le capital dû lui incombant.

Afin de pouvoir exercer la compétence « maintenance », TE83 doit pouvoir disposer d'un diagnostic complet du réseau d'éclairage public.

1.2 OUVRAGES CONCERNES PAR LA COMPETENCE

Les installations d'éclairage public comprennent l'ensemble des ouvrages et appareillages avec tous leurs accessoires notamment :

- les foyers lumineux : lanternes, projecteurs, etc.,
- les lampes,
- le réseau d'alimentation aérien et souterrain des foyers lumineux, indépendants du réseau de distribution publique d'électricité,
- les supports propres à l'installation d'éclairage, l'ensemble des dispositifs d'alimentation et de commande : interrupteurs horaires, relais, cellules, émetteurs, récepteurs, contacteurs, fusibles, disjoncteurs, etc. à l'exception des ouvrages entretenus par le gestionnaire du réseau de distribution publique d'électricité (notamment les ouvrages de raccordement à ce réseau),
- le paiement des factures de consommation d'électricité est conservé par le membre.

1.3 POUVOIR DE POLICE

Le maire conserve ses pouvoirs de police et reste chargé de veiller à l'éclairage public par voie d'injonction au syndicat de procéder aux travaux nécessaires pour assurer la sécurité CE Commune de Lormont 10 mars 1997 - CAA de Douai Commune de Lormont

2 MAINTENANCE

2.1 GENERALITE

La compétence consiste en l'entretien des réseaux d'éclairage public extérieurs (dont installations d'éclairage sportif et alimentation électrique des illuminations, si elles sont accessibles par des nacelles). L'entretien des réseaux vise à maintenir dans le temps les qualités de performance photométrique, électrique, mécanique de l'ensemble des installations d'éclairage public et à assurer la sécurité des usagers face aux multiples dangers que peuvent représenter des installations défectueuses ou non-conformes.

TE83 est tenu de prendre les dispositions appropriées pour assurer la continuité et la qualité du service de l'éclairage, afin de concilier le pouvoir de police des maires, les aléas inhérents au service et la nécessité pour TE83 de faire face à ses obligations.

TE83 a toutefois le droit d'interrompre le service pour toute opération d'investissement de mise en conformité ou de maintenance du réseau dont il est maître d'ouvrage ainsi que pour les réparations urgentes que requiert le matériel. Le prestataire de TE83 a l'obligation d'en informer le membre au préalable selon les dispositions contractuelles ou réglementaires afférentes aux travaux.

Dans les circonstances exigeant une intervention immédiate, TE83 est autorisé à prendre d'urgence les mesures nécessaires. Ses représentants ou prestataires reçoivent toutes facilités de la part des membres.

La collectivité s'interdit formellement toute intervention sur les installations sans l'accord préalable de TE83 ou du chargé d'exploitation de celui-ci. Cette disposition concerne également la mise en place des illuminations ponctuelles et temporaires sur des installations d'éclairage.

La maintenance consiste en l'entretien préventif et correctif du réseau d'éclairage public.

Ne font pas partie de l'entretien :

- les travaux d'élagage des arbres gênant à un éclairage optimum,
- l'entretien de l'éclairage public n'appartenant pas au membre (ex : zone d'activité intercommunale, lotissement privé, voie intercommunautaire),
- le paiement des factures d'électricité,
- le remplacement de tout élément du réseau éclairage public hors les composants décrits dans le marché.

Les installations d'éclairages sportifs extérieurs ne font l'objet que des seules interventions de maintenance corrective.

Ces prestations sont confiées par TE83, au travers de marchés publics, à des entreprises spécialisées.

Le prestataire sollicite autant que nécessaire, auprès de l'autorité compétente, les autorisations de voirie. La signalisation du chantier est assurée par le prestataire à ses frais conformément aux règlements de police. Le prestataire est responsable de tout accident survenu aux abords du chantier, causé par l'exécution de la prestation ou la mauvaise signalisation.

Le prestataire a la charge du traitement des lampes usagées conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Le membre dispose d'un outil de signalisation des pannes mis à disposition par TE83.

3 L'EXPLOITATION DES RESEAUX

TE83 se chargera exploitation au sens de la publication UTE C 18-510. Il peut déléguer cette mission à l'exploitant.

Le chargé d'exploitation doit assurer, de façon permanente, l'exploitation particulièrement les missions suivantes :

- délivrer les autorisations d'accès nécessaires aux tiers susceptibles d'effectuer des travaux sur ou dans l'environnement du réseau d'éclairage public (entreprise assurant la maintenance des réseaux d'éclairage public, entreprise réalisant des travaux d'extension ou d'amélioration de l'éclairage public, toute autre entreprise, employés communaux, etc...),
- répondre aux demandes de renseignement et aux déclarations d'intention de commencement de travaux,
- participer le cas échéant aux visites de réception d'installations neuves d'éclairage public préalablement à leur intégration dans le périmètre d'exploitation,
- collationner toutes les informations qui pourraient être portées à sa connaissance concernant des dysfonctionnements des installations, quelles que soient les sources d'informations et les transmettre à TE83,
- tenir à jour en permanence l'inventaire des installations, des plans de récolement, des schémas de fonctionnement, etc...
- assurer la coordination avec le chargé d'exploitation du réseau de distribution publique lorsque ce réseau est commun physiquement et électriquement au réseau d'éclairage public.
- déclarer les réseaux auprès du guichet unique
- répondre au DT/DICT adressées par les entreprises chargées de réaliser des travaux sur les voies publiques
 - faire réaliser des investigations complémentaires par un prestataire extérieur lorsque la précision des plans d'éclairage public remis aux entreprises intervenantes ne sera pas de classe A au sens du décret. Les coûts sont répercutés à la commune concernée.

3.1 SUIVI DES DOMMAGES CAUSES AUX BIENS

Les dommages consécutifs à un accident, à un vol ou à un événement climatique exceptionnel sont gérés par TE83 selon les différents cas possibles :

- Le tiers est identifié et se déclare :
Le membre informe TE83 du dommage. Les travaux sont réalisés par TE83 et financés par l'assurance du tiers après que la commune ait obtenu son accord.
- Le tiers est identifié et ne se déclare pas :
La commune peut porter plainte auprès des autorités compétentes. Si le tiers est reconnu responsable du dommage, le dossier est traité de la même façon que dans le cas précédent.
- Le tiers n'est pas identifié :
Les travaux sont réalisés par TE83 après accord du membre sur la base d'un devis estimatif.

Cas de force majeure ou d'un événement climatique exceptionnel :

TE83, après avoir fait une estimation globale des travaux de remise en état, engage les travaux sous réserve de l'accord du membre et sous réserve que les financements soient disponibles.

3.2 CARTOGRAPHIE ET SUIVI DU PATRIMOINE

TE83 dispose pour certaines communes d'une cartographie numérique des ouvrages constituée :

- d'un plan des installations,
- d'une base de données d'identification des éléments composants ces installations.

Les données sont accessibles aux membres via internet.

Dès lors que le réseau d'un membre sera cartographié, TE83 fournira au membre, sur demande, un état de son patrimoine ainsi que le relevé des interventions faites sur le réseau.

Le transfert de la compétence par une collectivité s'accompagne obligatoirement, s'il n'a pas été réalisé précédemment, d'un diagnostic complet des réseaux existants. **Les coûts sont répercutés au membre concerné.**

Intégration d'ouvrages nouveaux.

Les nouveaux ouvrages réalisés sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat sont automatiquement intégrés dans le parc à entretenir. Les plans de récolement sont réalisés par le Syndicat en conformité avec le degré de précision attendu dans le décret DT/DICT : classe A.

Les nouveaux ouvrages réalisés sous maîtrise d'ouvrage du membre ou d'une collectivité transférée sa compétence, font l'objet d'une vérification technique avant intégration au parc géré par le Syndicat.

Cette intégration est soumise obligatoirement, dans ce cas, à la fourniture, par le membre :

- d'un plan de récolement géo-référencé en XYZ permettant d'obtenir des plans de précision de classe A ;
- des fiches techniques des luminaires et candélabres posés (hauteur, matériaux, puissance des lampes, type de ballast, IP...)
- des valeurs de terre.

4 DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 PRISE EN CHARGE DES DEPENSES LIEES AU CONTRAT

1°) Coût d'entretien par l'entreprise : Le membre concerné prend en charge le coût de la maintenance annuelle facturée par l'entreprise après application des conditions tarifaires obtenues par TE83.

Le membre verse au Syndicat $\frac{1}{4}$ du montant annuel du marché dès sa notification puis trimestriellement pendant toute la durée du marché. Les révisions de prix éventuelles seront répercutées sur les participations financières des membres.

2°) Coût de remplacement des matériels accidentés ou à remplacer

TE83 procède aux travaux de remplacement éventuels consécutifs à des pannes non réparables, des accidents ou détériorations.

Il transmet au membre un devis avant tout début de réalisation pour accord. Une fois les travaux réalisés, le Syndicat adresse au membre un titre de recette avec un détail des travaux payés à l'entreprise.

3°) Frais de gestion par TE83 : Le membre s'engage à rémunérer le Syndicat sur la base du montant par point lumineux fixé par délibération du Comité Syndical en date du 7/02/2013 (2€ par point lumineux).

Ces frais de gestion correspondent à la surveillance de la mission confiée aux entreprises, à la prise en charge des DT/DICT, à la mise à jour des logiciels et cartographies du réseau.

Ces frais de gestion seront mis en recouvrement à la signature du contrat sur la base d'un état annuel, puis chaque année.

Fait à _____ le _____

Le Maire des ARCS SUR ARGENS

Fait à BRIGNOLES, le _____

Le Président de TE83